

## Édito : Qu'est ce qu'il leur en coûte ?

La pandémie continue de circuler dans l'humanité, les virus de varier et les big-pharma de s'enrichir sous la protection des interdictions du marché. Les propagandistes des Droits de l'homme s'en font les fossoyeurs au nom de leurs règles de l'économie.

Avec l'hiver et le variant la situation sanitaire se détériore, hôpitaux, EPHAD et médecins de ville plongent à nouveau dans la saturation, puisque les décisions de fermetures de lits et de services se poursuivent.

Les habitant-e-s abreuvés d'informations contradictoires, mais toujours péremptoires ne savent plus, véritablement, où nous en sommes, ni que faire.

Les médias tonitruants passent de la guerre, au terrorisme, aux catastrophes climatiques et aux 10 % non vaccinés qui vont être responsables des prochaines mesures liberticides, puisque « l'immunité collective » n'est plus à l'ordre du jour.

A ce maelstrom de nos écrans du quotidien s'ajoutent la nove langue des décideurs qui proclament haut et fort qu'ils ont compris les leçons et affichent des orientations qui sont l'exact inverse de ce qu'ils font. Ainsi des hôpitaux et des soignants qui seraient devenus leurs principales préoccupations quand, dans les actes, ils ferment, suppriment, concentrent, désertifient, privatisent.

Mais après tout, si dire le contraire de ce qu'ils font contribue à rendre incompréhensible la situation, qu'est ce qu'il leur en coûte ?

Au contraire cette confusion fragilise les mobilisations sur les sujets de fond.

Reste le spectacle ! Triste moment d'une campagne électorale où l'objet des choix devrait être éclairé par l'affichage des problèmes et les options proposées.

Alors les mobilisations (parce qu'elles existent) se raccrochent au concret, local et directement perceptible, comme en attestent des fortes manifestations locales du 4 décembre pour sauver l'hôpital public.

S'appuyer sur cette réalité pour créer le déclic plus large d'une bataille pour le Droit à la santé comme marqueur d'une autre société à construire, c'est sans doute une des raisons d'être de la coordination voulue par nos comités.

Henri Célié

### Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2,3 et 4**
- **Autres infos locales : page 5**
- **Dossiers : pages 6 à 9**
- **Culture et santé : page 10**

# L'écho des comités :

## DOLE - 39

Un sondage (Odoxa) paru ce jour indique que la santé et l'hôpital seront l'un des enjeux majeurs de 2022 pour 9 français sur 10. Et 68 % des électeurs en feront un enjeu clé de leur vote. C'est en Bourgogne-Franche Comté que cette question est perçue comme particulièrement importante. C'est aussi là qu'existent de nombreux déserts médicaux.

Avec ce flash 45, nous continuons à nous mobiliser pour défendre notre hôpital à Dole et vous appelons à témoigner. Merci à celles et ceux qui rejoignent notre comité et nous donnent ainsi plus de force.

Site : [www.defense-hopitaux-dole.fr](http://www.defense-hopitaux-dole.fr)

## RAMBOUILLET - 78

**Conscients des difficultés rencontrées par la population pour avoir un rdv médical, le comité propose un questionnaire aux habitants, questionnaire qui sera remis aux élus.**

Flash Infos 7-1

Questionnaire centre de santé

## AUBENAS - 07

### **URGENCE POUR L'HÔPITAL D'AUBENAS DÉSASTRE SANITAIRE EN COURS**

Samedi 4 Décembre dernier, l'Association des Usagers de l'Hôpital d'Aubenas était présente devant l'Hôpital d'Aubenas pour dénoncer le désastre sanitaire en cours et protester contre les fermetures de lits et de services qui ont lieu dans toute la France depuis le début de la pandémie. 5200 lits ont été fermés en 2020.

Nous invitons la population à nous rejoindre pour protester contre cette situation. Une centaine de personnes étaient présentes. Nous ignorions la situation de l'hôpital mais des échos nous parvenaient des difficultés pour la population à se soigner et à avoir des rendez-vous de consultation.

Nous apprenons aujourd'hui que 29 lits d'hospitalisation ont été fermés par manque de médecins et que l'hôpital est dans l'incapacité d'ouvrir une unité dédiée aux patients atteints de la COVID 19; ceci alors que la deuxième vague est particulièrement présente dans la population ardéchoise. 12 lits du service de gastro-entérologie sont fermés car le médecin responsable a été recruté par la Clinique du Vivarais; il n'est plus possible de faire un examen de coloscopie à l'hôpital d'Aubenas. 5 lits d'UHCD, 6 lits de cardiologie ont été fermés par manque de médecin.

Communiqué de presse dec2021

## OISE – 60

### **Au lendemain de la fermeture des urgences de Senlis, le directeur part pour «une mission» au CHU d'Amiens**

L'Agence régionale de santé a annoncé ce mardi soir le départ de Didier Saada, en poste depuis 5 ans à la tête du Groupe hospitalier public sud Oise (GHPSO). Une mutation prévue dans quelques jours et qui intervient alors que l'établissement se trouve en pleine crise avec la fermeture des urgences du site de Senlis

[L'article du Parisien](#)

## CRETEIL - 94

### **Nouveau scandale à l'hôpital Chenevier de Créteil**

Après avoir vécu en 2019, la fermeture des vingt lits de l'unité de psychiatrie « Les cèdres ». Unité offerte depuis à la clinique privée « Château du Bel Air » à Crosne (91).

C'est aujourd'hui, mercredi 15 décembre, une nouvelle unité de psychiatrie, « Les Magnolias » qui ferme, sur notre secteur, faute d'internes et de professionnels paramédicaux en nombre suffisant pour prendre en charge correctement les patients hospitalisés.

[le communiqué](#)

## MONTCEAU LES MINES - 71

### **Tout bouge pour que rien ne bouge ou le réveil d'un comité : le Comité Territorial des Elus Locaux (CTEL). Le CODEF analyse la situation**

[La lettre](#)

## BRIOUDE - 63

### **Compte rendu de l'Assemblée Générale du 10 décembre**

[Le compte rendu](#)

## LUÇON - 85

### **Le 32ème rassemblement !**

Le 32 ème rassemblement hebdomadaire devant l'hôpital de Luçon a rassemblé 57 personnes à l'appel de l'Association de défense des Services publics du Pays de Luçon en présence du maire et de la première adjointe de Luçon et d'autres élus de la communauté de communes. Depuis le début de la bataille pour le maintien des Urgences et du SMUR de cet établissement ce sont plus de 3200 personnes qui se sont mobilisées avec ténacité prouvant leur attachement à la possibilité de soins hospitaliers de qualité et de proximité.

Cette ténacité a permis d'éviter des fermetures estivales.

La pénurie organisée de personnel médical a conduit la direction à proposer des solutions dégradées : un seul médecin de 8h00 à 18h30 au lieu de 2.

La bataille a permis une nouvelle avancée : deux médecins seront maintenant présents de 8h00 à 23h30.

Les prochains vendredi étant jours de réveillon, les manifestant.es refusant toute trêve ont proposé de tenir les rassemblements les jeudis 23 et 30 décembre !

**Soutien à la journée du 4 décembre**

"Dans le cadre de cette journée d'action pour l'hôpital public le 4 décembre 2021, le Comité de Soutien et de Défense du Centre Hospitalier du pays d'Apt, soutient cet appel. Il est pleinement solidaire de ces revendications sur le plan national.

Il demande avec détermination le maintien de tous les services hospitaliers actuels d'APT, ville appartenant à la 3<sup>e</sup> région en France la plus touchée par la pauvreté et souffrant du désert médical.

D'autre part, il sera très attentif au classement donc à la labellisation imminente de l'hôpital d'Apt en hôpital de proximité. Ceci au fait que déjà, les services de maternité ont été supprimés en 2016 : les femmes enceintes doivent accomplir dorénavant entre 30 km - hôpital et clinique à Cavaillon- et 60 km -hôpital et cliniques à Avignon- pour mettre leur enfant au monde, la ville d'Apt étant située en zone rurale éloignée. Avec des risques pour la santé de la mère et du bébé ».

**OLORON STE MARIE - 64****Population et élus manifestent pour défendre l'hôpital qui ne cesse de perdre des lits, des services et des professionnels**

Journée du 14 décembre à Oloron Ste Marie à l'appel de la CGT, SOS Proximité et la coordination nationale en soutien.

Le bloc opératoire et USC seront fermés du 24 au 27 décembre prochain, fermeture due à une pénurie d'anesthésistes.

[Le reportage de France 3](#)

**MARMANDE – 47****Encore un rassemblement le 17 décembre pour les urgences**

Ce soir devant l'hôpital la désormais association qui a pris comme nom « Urgences: accès aux soins pour tous » avec l'objectif d'action de mobiliser pour l'hôpital les urgences et l'ensemble du territoire qui souffre d'un manque de médecins

L'action se poursuit avec la pétition et les délibérations de conseils municipaux. Près de 16000 pétitions papiers et 30 délibérations de conseils municipaux.

Le prochain rassemblement aura lieu devant l'hôpital le vendredi 7 janvier

Une réunion publique aura également lieu le mardi 25 janvier à Marmande Beyssac initié et animé par l'association sur le thème quelles réponses sur l'enjeu de santé sur le territoire à court moyen et long termes ou l'ensemble des forces vives sont invitées avec la participation de la présidente de la coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité

## Autres infos locales :

### VICHY – 03

**Le service d'hôpital de jour de la pédopsychiatrie fermé jusqu'au 3 janvier : une mesure qui met en danger des enfants et adolescents**

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/allier/vichy/fermeture-d-un-service-de-pedopsychiatrie-a-vichy-ca-a-declenche-une-grande-colere->

### BOULOGNE SUR MER - 62

**Rassemblement mardi 21 décembre**  
de 9h30 à 11h30 devant le centre hospitalier

Après l'addicto, la direction s'attaque à la néonatalogie/pédiatrie. Un enfant en situation d'urgence médicale la nuit devrait aller à l'hôpital de Calais.

### DRAGUIGNAN - 83

**8 ème semaine de fermeture de nuit des urgences**



Quelques 150 personnes un 17 décembre pour la réouverture des urgences de nuit à Draguignan.

### REIMS - 51

**Des mouvements de grève dans le privé**

Les salariés de la polyclinique Reims-Bezannes du groupe Courlancy poursuivent leur grève et appellent à une mobilisation nationale des autres établissements du groupe, ce lundi 13 décembre. L'ARS devrait entamer une médiation.

[Le reportage de France 3](#)

# Dossiers :

## ASSISES DES SOINS PSYCHIQUES Mars 2022 PARIS

Les Assises citoyennes du soin psychique proposent, en écho à un mouvement de mobilisation plus large face à la déshumanisation générale du soin, un espace de réflexion, création et formation dans l'échangelibre sur les expériences et les savoirs. Elles invitent le citoyen –soignant, patient, parent, enseignant, éducateur, magistrat, chercheur, administratif,...: à transmettre et relancer des pratiques de soins psychiques; à aider à la transformation des approches réductrices qui appauvrissent nos champs d'action; voire à accueillir l'émergence de nouvelles conceptions du soin. Ainsi le but est de contribuer à l'élan de refondation du soin psychique en psychiatrie et pédopsychiatrie, dans le médico-social, social, en pratique libérale, et dans la société en général à travers le dialogue citoyen et pluridisciplinaire. Les débats se tiendront en assemblée plénière et essentiellement en ateliers pour favoriser les échanges.

Portail d'inscription aux ASSISES <https://framaforms.org/les-assises-citoyennes-du-soin-psychique-11-et-12-mars-2022-1639059851>

## Droit des jeunes aux soins psychiques, urgence absolue : de vrais moyens et une vraie loi !

Une pétition lancée par l'API (Association des Psychiatres des secteurs Infanto-juvéniles)

<https://www.mesopinions.com/petition/sante/droit-jeunes-aux-soins-psychiques-urgence/164843>

## VACCINS COVID / STOP BREVETS

### Ci-dessous un compte-rendu de Frank Prouhet sur le 30 novembre à Genève

Rapide Compte rendu 30 novembre Genève.

Alors que la 12ème conférence ministérielle de l'OMC était annulée, pour cause de variant Omicron, notre mouvement pour la levée des brevets, des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, tests et traitements anti-covid a lui maintenu sa mobilisation prévue depuis plus d'un mois le 30 novembre, à Genève et dans le monde. L'urgence, face à Omicron, ce n'est pas de fermer les frontières, cela n'a pas marché face au delta, pourtant moins contagieux, mais de lever les brevets! L'apartheid vaccinal tue, les brevets pillent les systèmes de santé. Honte à Macron, à l'UE, à la Suisse...

A Genève, la journée du 30 novembre a connu trois temps forts :

**Une conférence de presse internationale**, en présentiel et par zoom. Le nombre, plus de 20 intervenants, la qualité des intervenants démontrent que nous avons réussi à fédérer de nombreux réseaux, ce que laissait prévoir la signature très large de l'Appel de Genève.

En Suisse, toute la gauche sociale, syndicale ( Pierre Yves Maillard, député et président de la confédération syndicale Suisse) et politique (avec Cédric Wermuth, président du Parti socialiste, Nicolas Walder, vice président du parti Vert, Ensemble à Gauche et notamment Stéphanie Prezioso, député fédérale suisse, cheville ouvrière de l'Appel de Genève, avec laquelle nous nous sommes coordonné dès le 13 octobre à Genève, Résistons...).

Des organisations syndicales internationales ( avec Baba Aye, de PSI, Public Services International, la fédération syndicale mondiale des Services publics, Rob Johnston, responsable de l'International Transport Workers' Federation, Rudi Berli de Uniterre, syndicat paysan lié à Via Campesina, Julie Ferrua de Solidaires France).

Des élus européens, avec la prise de parole notamment de Marc Botenga, du Parti du Travail Belge, très actif sur le sujet, en vidéo et au Parlement européen, où il a contribué à faire voter par trois fois l'exigence de la levée des brevets ou Helmut Scholz, député européen allemand.

Julie Stenndham, coordinatrice de l'initiative citoyenne européenne. Franco Cavali, Medicuba, oncologue et ancien président de l'Union internationale contre le cancer. Fatima Hasan infatigable avocate du droit à la santé, membre de Peoples' Health Movement, et responsable de Health Justice Initiative, qui est intervenue d'Afrique du Sud, privée de voyage pour cause de "travel ban", de fermeture des frontières, avec le variant omicron. Peoples' Health Movement était représenté aussi par Vladimir Nieddu de PHM France mais aussi par son nouveau président monde, le colombien Roman Vega, Richard Hill, de l'Association for Proper Internet Governance, Constance Theisen de Médecin du Monde Suisse, Nadia Mangin de Attac Suisse, Sangeeta Shashikant et Gopa du réseau Third World Network, et bien sur Deborah James, animatrice du réseau international Our World is not for sale ( on pouvait se retrouver parfois à plus de 37 organisations de toutes les parties du monde pour préparer en zoom la réunion de l'OMC avec ce réseau), elle aussi privée de voyage, qui devait présider avec Stephanie Prezioso et moi la conférence de presse internationale. Amnesty International, fidèle a son choix de ne jamais participer à un événement avec des politiques, a tout le temps soutenu l'initiative, envoyé un mail à plus de 100000 personnes en Suisse, animé la manif. Que de chemin parcouru depuis que notre collectif Brevets sur les vaccins anti covid stop réquisition, décidait le 13 octobre d'aller à Genève...

Tout un travail de coordination de réseaux, qui tisse de la confiance, des habitudes de travail au nom d'un même objectif de solidarité internationale autour de l'exigence de la levée des droits de propriété intellectuelle contre la pandémie. Une volonté de continuer au-delà du 30 novembre.

Très belle couverture de presse.

On m'a signalé de Singapour qu'on avait vu notre manif, on m'a envoyé des journaux en... hindi qui parlent de notre mobilisation, la presse québécoise.

Libé et C politique nous ont contacté après, et finalement ont interviewé la président de MDM, et pour C politique pas invité du tout, alors que je leur avait filé tous les liens!!!! Pas content.

Très bonne couverture de presse locale française avant le 30, Interview sur France Bleu Haute Normandie en direct de Genève, qui a déclenché la colère des anti-vax et une contre manif à Rouen, très violente dans ses propos : collabos, assassins, vous voulez qu'on nous injecte des cellules carrées !!!?? Notre suivi a bondi.

### ***Manifestation le soir aux bougies à Genève.***

Genève ne compte que 200.000 habitants, donc avec l'annulation de la réunion de l'OMC et le froid, cette mobilisation dynamique de plus de 200 personnes, animée par la sono d'Amnesty International, et clôturée par de nombreuses interventions, dont celle du fondateur de Médecins du Monde Suisse est un bon résultat. "Nos vies valent plus que

leurs profits, levez les brevets!" et "On est là, même si Parmelin ne le veut pas, nous est là, pour la levée des brevets et contre les big Pharma, même si Parmelin ne veut pas, nous on est là » ont rythmé les cortèges, colorés par les bougies, les pancartes, les masques noirs frappés du Trips Waiver Now ( Suspendez les droits de propriété intellectuelles, maintenant) de Médecins du monde, les tee shirt noirs de Public Service International, ornés de la même exigence. Si vous vous interrogez, Parmelin, c'est le président de la confédération suisse.

Vous pouvez découvrir les photos plus bas...

Un seul site où tous les éléments sont rassemblés, en français, anglais italien, allemand, espagnol, sous l'onglet 30 novembre, tous les éléments de la journée de mobilisation ! Vous pouvez voir le Communiqué de presse qui rend compte de la conférence de presse internationale, la vidéo de la conférence de presse, les vidéos de drone sur les 10000 morts par jour...

A utiliser sans modération

<https://nov30noprofitoncovid.com/photos/>

Si vous voulez voir les ( très belles) photos de la mobilisation de Genève, faites par notre photographe Robin Letellier, cliquez sur le lien :

A noter que ces photos sont libres de droit pour les organisations du collectif Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition. Noter seulement crédit photo : Robin Letelleir.

<http://robinletellier.free.fr/geneve/>

**Revue de presse sur le 30 novembre en France et à Genève**

[Covid-19. L'urgence de libérer les vaccins du carcan des brevets | L'Humanité \(humanite.fr\)](#)

## **Violences médicales : des étudiants en santé dénoncent l'impunité des médecins (France info)**

À la suite de diverses affaires de violences médicales, impliquant des soignants ou des médecins, des étudiantes et étudiants en santé regroupés au sein d'associations et de collectifs publient sur franceinfo une tribune pour apporter leur soutien aux victimes et demander une meilleure formation contre ces abus et dérives.

[https://www.francetvinfo.fr/sante/politique-de-sante/tribune-violences-medicales-des-etudiants-en-sante-denoncent-l-impunite-des-medecins\\_4884511.html#xtor=EPR-2-\[newsletterquotidienne\]-20211218-\[lespluspartages/titre2\]](https://www.francetvinfo.fr/sante/politique-de-sante/tribune-violences-medicales-des-etudiants-en-sante-denoncent-l-impunite-des-medecins_4884511.html#xtor=EPR-2-[newsletterquotidienne]-20211218-[lespluspartages/titre2])

# Culture et santé :

Bechet...pour le plaisir

<https://www.youtube.com/watch?v=REYLN0rh-g>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



**COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**

*(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)*

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : [cda12550@coordination-defense-sante.org](mailto:cda12550@coordination-defense-sante.org)

**Présidente** : Michèle LEFLON [michele.leflon@orange.fr](mailto:michele.leflon@orange.fr)

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

**Secrétaire** : Rosine LEVERRIER [boudchoum@wanadoo.fr](mailto:boudchoum@wanadoo.fr)

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

**Trésorier** : Jean-Luc LANDAS [jeanluc.landas@sfr.fr](mailto:jeanluc.landas@sfr.fr)

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87